



## Assemblée générale

Distr.: Générale  
6 novembre 2006

Français  
Original: Anglais

COMMISSION DES NATIONS UNIES  
POUR LE DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL

RECUEIL DE JURISPRUDENCE CONCERNANT LES TEXTES DE LA  
CNUDCI

## Table des matières

	<i>Page</i>
Décisions relatives à la Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage (LTA)	3
<b>Décision 671: LTA 7; 8 1) - Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Downey District J.), Landale Development Limited c. Zhen Heng Development Limited (12 janvier 1990)</b> .....	3
<b>Décision 672: LTA 8 1) - Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Bokhary J.), Aboitiz Jebsen Bulk Transport Corp. c. Kit Shipping Agency Ltd. (16 mars 1990)</b> .....	3
<b>Décision 673: LTA 1 3); 7 1); 8 1) - Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Cons VP, Kempster, Clough JJA.), Trans-medica Pharma-Handelsgesellschaft MbH c. Huang Su Hua and others (22 juin 1990)</b> .....	4
<b>Décision 674: LTA 7; 35 1); 36 1) a) i); 36 1) a) iii) - Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Court (Kaplan J.), Tiong Huat Rubber Factory (SDN) BHN c. Wah Chang International (China) Co. Ltd. &amp; ANOR (28 novembre 1990)</b> .....	4
<b>Décision 675: LTA 7 1); 34 2) a) iii); 35 1); 36 1) a) iii) - Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Cons VP, Kempster, Clough JJA.), Tiong Huat Rubber Factory (SDN) BHN c. Wah Chang International (China) Co. Ltd. &amp; ANOR (18 janvier 1991)</b> .....	5
<b>Décision 676: LTA 1 3); 4; 8 1); 9; 16 1) - Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Jones J.), Attorney-General c. Vianini Lavori Spa (11 février 1991)</b> .....	6
<b>Décision 677: LTA 7 1); 7 2); 34 2) a) i); 34 2) a) ii); 34 2) a) iv); 35 1); 36 1) a) i); 36 1) a) ii); 36 1) a) iv) - Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Barnes J.), Guangdong New Technology Import &amp; Export Corp., Jiangmen Branch c. Chiu Shing trading as B. C. Property &amp; Trading Company (23 août 1991)</b> .....	7
Index de ce numéro .....	8



## INTRODUCTION

La présente compilation de sommaires de jurisprudence s'inscrit dans le cadre du système de collecte et de diffusion de renseignements sur les décisions judiciaires et sentences arbitrales concernant des conventions et lois types émanant des travaux de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). On trouvera des renseignements sur les caractéristiques du système et sur son utilisation dans le Guide de l'utilisateur (A/CN.9/SER.C/GUIDE/1/Rec.1). Le recueil de jurisprudence concernant les textes de la CNUDCI peut être consulté sur le site Web de la Commission (<http://www.uncitral.org>).

Les numéros 37 et 38 du recueil de jurisprudence ont introduit plusieurs nouveautés. Premièrement, la table des matières qui figure en première page indique les références complètes de chaque décision dont il est rendu compte dans les sommaires ainsi que les différents articles de chaque texte qui sont interprétés par la juridiction étatique ou le tribunal arbitral. Deuxièmement, l'adresse Internet (URL) à laquelle on trouvera le texte intégral des décisions en langue originale, de même que les adresses Internet des éventuelles traductions dans une ou plusieurs langues officielles de l'ONU, sont indiquées dans l'entête de chaque décision (il est à noter que la mention de sites Web autres que les sites officiels des organismes des Nations Unies ne constitue pas une approbation de ces sites par l'ONU ou la CNUDCI; en outre, les sites Web sont fréquemment modifiés; toutes les adresses Internet indiquées dans le présent document sont opérationnelles à compter de la date de soumission du document). Troisièmement, les sommaires des décisions interprétant la Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage comprennent désormais des mots clefs correspondant à ceux qui figurent dans le Thésaurus de la CNUDCI pour la Loi type sur l'arbitrage commercial international, élaboré par le secrétariat de la Commission en consultation avec les correspondants nationaux, et qui figureront dans le futur recueil analytique de jurisprudence concernant cette loi. Enfin, un index complet a été inséré à la fin du document pour faciliter la recherche à partir des références des décisions ou par pays, numéro d'article et (dans le cas de la Loi type sur l'arbitrage) mot clef.

Les sommaires ont été établis par des correspondants nationaux désignés par leur pays ou par d'autres personnes à titre individuel. On notera que ni les correspondants nationaux ni quiconque participant directement ou indirectement au fonctionnement du système n'assument de responsabilité en cas d'erreur, d'omission ou d'autre problème.

---

Copyright © Nations Unies 2006  
Imprimé en Autriche

Tous droits réservés. Les demandes de reproduction en tout ou partie du texte de la présente publication seront accueillies favorablement. Elles doivent être adressées au Secrétaire du Comité des publications des Nations Unies, Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York, N.Y. 10017 (États-Unis d'Amérique). Les gouvernements et institutions gouvernementales peuvent reproduire en tout ou partie le texte de la présente publication sans autorisation, mais sont priés d'en informer l'Organisation des Nations Unies.

## DÉCISIONS RELATIVES À LA LOI TYPE DE LA CNUDCI SUR L'ARBITRAGE (LTA)

### Décision 671: LTA 7; 8 1)

Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Downey District J.)  
Landale Development Limited c. Zhen Heng Development Limited  
12 janvier 1990  
Original en anglais  
Non publiée  
Sommaire établi par Ben Beaumont

[**mots clefs:** *convention d'arbitrage; clause compromissoire; tribunal(aux)*]

Les parties ont conclu un contrat de vente figurant dans un document intitulé “Sales confirmation” (confirmation de ventes). Une clause compromissoire était inscrite au verso de ce document. Au recto apparaissait une clause indiquant que le contrat était expressément convenu sous réserve des termes et conditions énoncés “au recto et au verso des présentes”. Cependant, le défendeur n’a envoyé que le recto du document par télécopie au demandeur. Le demandeur a signé l’exemplaire envoyé par télécopie et l’a renvoyé au défendeur.

Lorsqu’un litige s’est élevé, le demandeur a ouvert une procédure judiciaire, mais le défendeur a demandé une suspension de l’instance en application de l’article 8 1) de la LTA. Le demandeur s’y est opposé au motif que la clause compromissoire ne faisait pas partie intégrante du contrat.

Le tribunal a estimé que l’exemplaire envoyé au demandeur par télécopie faisait expressément référence au verso du document et que le demandeur avait signé l’exemplaire envoyé par télécopie, sans demander d’éclaircissements quant aux autres “termes et conditions”. Cette façon de faire revenait à signer un contrat sans le lire. En conséquence, les parties ont été réputées avoir convenu de tous les termes et conditions du contrat, notamment de soumettre tous les litiges à l’arbitrage (article 7 de la LTA).

Le tribunal a fait droit à la demande de suspension soumise par le défendeur.

### Décision 672: LTA 8 1)

Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Bokhary J.)  
Aboitiz Jebsen Bulk Transport Corp. c. Kit Shipping Agency Ltd.  
16 mars 1990  
Original en anglais  
Publiée en [1990] 1 HKC 390  
Sommaire établi par Ben Beaumont

[**mots clefs:** *convention d'arbitrage; clause(s) compromissoire(s); arbitre(s); tribunal(aux)*]

Le demandeur a demandé la reconduction d’une mesure conservatoire (Mareva injunction), qui lui a été accordée sur requête; il réclame des montants dus en vertu d’une charte partie.

Le défendeur avait demandé une suspension de l’instance au bénéfice de l’arbitrage en application de l’article 8 1) de la LTA, même s’il niait avoir été partie à la charte-

partie. Le navire ayant été affrété par une tierce partie, le défendeur l'avait pris en charge comme s'il s'agissait d'un "envoi de marchandises". De plus, le défendeur avait compris de la part de la tierce partie que le montant dû était inférieur au chiffre effectivement avancé par le demandeur.

Le tribunal a estimé qu'en application du droit de Hong Kong, la question de savoir si une partie était liée par une convention d'arbitrage devait être tranchée par le tribunal, et non par les arbitres. Le défendeur contestant être partie au contrat qui, par ailleurs, contenait la clause compromissoire, ne pouvait se fonder sur ladite clause pour demander une suspension de la procédure judiciaire. La demande de suspension a donc été rejetée.

S'agissant de la mesure conservatoire (Mareva injunction), le tribunal a estimé que les conditions d'octroi d'une telle mesure n'étaient pas remplies, et a rejeté également la demande de reconduction de la mesure.

**Décision 673: LTA 1 3); 7 1); 8 1)**

Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Cons VP, Kempster, Clough JJA.)

Trans-medica Pharma-Handelsgesellschaft MbH c. Huang Su Hua et autres

22 juin 1990

Original en anglais

Publiée en [1990] 1 HKC 215

Sommaire établi par Ben Beaumont

[**mots clefs:** *convention d'arbitrage; clause compromissoire; tribunal(aux)*]

Le demandeur a fait appel d'une décision de suspension de procédure en faveur d'un arbitrage, rendue en vertu de l'article 8 1) de la LTA. Le demandeur étant une société enregistrée en Allemagne, l'arbitrage était international au sens de l'article 1 3) de la LTA.

La cour d'appel devait trancher la question de savoir si les parties avaient passé une convention d'arbitrage valide, conforme à l'article 7 1) de la LTA. Le contrat avait tout d'abord été conclu verbalement, puis par télex. Les négociations entre les parties n'avaient nullement évoqué l'arbitrage, à l'exception d'un document du défendeur faisant référence à leurs termes et conditions habituels, notamment l'arbitrage en application du droit de Hong Kong.

La cour d'appel a déclaré que les éléments de preuve ne suffisaient pas à fonder la conclusion que les termes et conditions habituels du défendeur étaient inclus dans le contrat. Il n'existait donc pas de convention d'arbitrage permettant éventuellement de justifier une demande de suspension.

La demande de suspension de procédure a donc été rejetée.

**Décision 674: LTA 7; 35 1); 36 1) a) i); 36 1) a) iii)**

Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Court (Kaplan J.)

Tiong Huat Rubber Factory (SDN) BHN c. Wah Chang International (China) Co. Ltd. & ANOR

28 novembre 1990

Original en anglais

Publiée en [1990] 2 HKC 450

Sommaire établi par Ben Beaumont

[**mots clefs:** *convention d'arbitrage; clause compromissoire; sentences; tribunal(aux); tribunal (arbitral)*]

Les demandeurs ont sollicité l'exécution à Hong Kong des sentences arbitrales prononcées en Malaisie à l'encontre des deux défendeurs, sur le fondement de l'article 35 1) de la LTA (la Malaisie a adhéré à la Convention de New York pour l'exécution des sentences arbitrales en 1958). Les défendeurs ont invoqué les articles 36 1) a) i) et 36 1) a) iii) de la LTA pour motiver leur contestation de l'exécution des sentences.

La procédure d'arbitrage avait trait à la non ouverture de lettres de crédit par les défendeurs, en contraction avec les exigences du contrat.

Les défendeurs ont argué en audience de l'absence d'une convention d'arbitrage contraignante, telle que prévue à l'article 7 de la LTA, car la clause compromissoire figurait dans les contrats types de vente de caoutchouc, tandis que les contrats signés par les parties concernaient la vente de latex. Les défendeurs ont soutenu en outre que, si le tribunal estimait que la clause compromissoire pouvait néanmoins s'appliquer, elle devrait être réputée couvrir les litiges relatifs à la qualité ou à l'état des marchandises, mais pas des réclamations pour non paiement.

La Haute Cour a dit ne pas douter que les deux parties étaient bien conscientes que, si des litiges s'élevaient entre elles, il conviendrait de les soumettre à l'arbitrage. Elle a aussi noté que la clause compromissoire s'appliquait non seulement aux litiges relatifs à la qualité ou à l'état du caoutchouc, mais faisait expressément état des "autres litiges naissant en application des présentes règles contractuelles". Le tribunal a remarqué que chaque clause compromissoire doit être interprétée dans le cadre de l'ensemble du contrat. L'expression "naissant en application de" s'étant vu attribuer une très grande diversité de sens dans un certain nombre d'affaires, et le paiement étant un élément fondamental de tous les contrats de vente de marchandises, le tribunal a déclaré que le champ de la clause compromissoire était suffisamment large pour embrasser le litige entre les parties.

Se fondant sur l'article 35 de la LTA, la Haute Cour a autorisé l'exécution des sentences arbitrales.

**Décision 675: LTA 7 1); 34 2) a) iii); 35 1); 36 1) a) iii)**

Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Cons VP, Kempster, Clough JJA.)

Tiong Huat Rubber Factory (SDN) BHN c. Wah Chang International (China) Co. Ltd. & ANOR

18 janvier 1991

Original en anglais

Publiée en [1991] 1 HKC 28

Sommaire établi par Ben Beaumont

[**mots clefs:** *clause compromissoire; procédure d'arbitrage; arbitres; sentences; tribunal(aux); compétence*]

Les défendeurs se sont fondés sur l'article 35 1) de la LTA pour demander l'annulation de l'ordonnance de la Haute Cour, ce qui autoriserait l'exécution des sentences arbitrales prononcées en Malaisie. Le litige portait sur le fait que les défendeurs n'auraient pas ouvert de lettres de crédit en faveur des demandeurs. La clause compromissoire stipulait expressément: "tous les litiges relatifs à la qualité ou à l'état du caoutchouc ou autres litiges naissant en application des présentes règles contractuelles seront soumis à l'arbitrage". La Haute Cour avait estimé que cette formulation était suffisamment large pour englober le litige opposant les parties.

La Cour d'appel a, au contraire, estimé qu'en application de l'article 7 1) de la LTA la clause compromissoire n'englobait pas la question de la non ouverture des lettres de crédit. De l'avis de la cour d'appel, l'expression "les présentes règles contractuelles" devaient être comprise comme renvoyant simplement à celles du paragraphe introductif desdites règles. L'expression "les présentes règles contractuelles" couvrait donc des dispositions relatives, par exemple, aux marchandises en excès, économies sur le fret, taxes à l'exportation et preuve, de date d'expédition. La Cour a conclu que les arbitres avaient prononcé leurs sentences sur des questions dépassant les prévisions de la clause compromissoire (articles 34 2) a) iii) et 36 1) a) iii) LTA) et que les sentences ne devraient pas être exécutées.

Il a été fait droit à l'appel, et l'ordonnance de la Haute Cour autorisant l'exécution des sentences a été annulée.

**Décision 676: LTA 1 3); 4; 8 1); 9; 16 1)**

Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Jones J.)

Attorney-General c. Vianini Lavori Spa

11 février 1991

Original en anglais

Publiée en [1991] 1 HKC 423

Sommaire établi par Ben Beaumont

[**mots clefs:** *arbitre; tribunal(aux); compétence*]

Le demandeur a prié le tribunal d'octroyer un cautionnement pour les dépens en invoquant l'article 9 de la LTA. Les défendeurs ont demandé une suspension de procédure, sur le fondement de l'article 8 1) de la LTA. Le défendeur était une société italienne dont le siège social est à Rome et qui possède aussi un établissement déclaré à Hong Kong. Les parties avaient convenu de régler par arbitrage tout litige futur. Le tribunal a estimé que l'arbitrage était international, au sens de l'article 1 3) de la LTA.

Selon le défendeur les règles applicable en l'espèce, à savoir les Règles types sur l'arbitrage dans le secteur de la construction, de 1985 (ci-après les Règles), le tribunal n'avait pas compétence pour rendre une ordonnance portant cautionnement. Dans les faits, et en application des Règles, toute demande de cautionnement pour les dépens devait être soumise à l'arbitre. Aucune demande de cette sorte n'avait été déposée en l'espèce.

Le demandeur a fait valoir que le tribunal avait compétence puisque le défendeur avait renoncé à son droit de contester la non observation des Règles. Si elles avaient

été effectivement appliquées, le défendeur aurait dû déposer une objection écrite relative au manquement du demandeur dans les 28 jours après qu'il en eut lui-même pris connaissance, ou aurait dû en prendre connaissance. En l'absence d'une telle objection, le défendeur serait réputé avoir renoncé au droit de contester. Bien que le défendeur n'ait déposé aucune objection en l'espèce, le tribunal a estimé ne pas avoir compétence pour trancher la question de la renonciation. L'instance appropriée était le tribunal arbitral (article 16 1) de la LTA).

Le tribunal a estimé avoir compétence pour rendre l'ordonnance sollicitée par le demandeur, mais qu'il serait évidemment injuste d'agir en ce sens eu égard au libellé même des Règles auxquelles s'étaient référées les parties, qui imposaient qu'une telle demande soit déposée auprès de l'arbitre.

La demande a donc été rejetée (conformément à l'article 9 de la LTA).

**Décision 677: LTA 7 1); 7 2); 34 2) a) i); 34 2) a) ii); 34 2) a) iv); 35 1); 36 1) a) i); 36 1) a) ii); 36 1) a) iv)**

Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Barnes J.)  
Guangdong New Technology Import & Export Corp. Jiangmen Branch c.  
Chiu Shing trading as B. C. Property & Trading Company  
23 août 1991  
Original en anglais  
Publiée en [1991] 2 HKC 459  
Sommaire établi par Ben Beaumont

[**mots clefs:** *convention d'arbitrage; procédure arbitrale; tribunal arbitral; sentence; sentence – reconnaissance et exécution; tribunal*]

Le demandeur s'est appuyé sur l'article 35 1) de la LTA pour prier la cour d'autoriser l'exécution d'une sentence. Le défendeur a invoqué le fait de n'avoir pas été dûment informé de la procédure arbitrale par le demandeur (article 36 1) a) ii) de la LTA); il a aussi allégué que le tribunal arbitral ayant rendu la sentence n'était pas celui prévu par la clause compromissoire (articles 34 2) a) iv) et 36 1) a) iv) de la LTA); et qu'il n'existait pas de convention d'arbitrage entre les parties (articles 7 2), 34 2) a) i) et 36 1) a) i) LTA).

La cour a estimé que les conditions requises aux articles 34 2) a) ii) et 36 1) a) ii) de la LTA, à savoir le défaut d'information en bonne et due forme sur la procédure, n'étaient pas satisfaites, puisque le défendeur, même s'il ne s'était pas présenté devant le tribunal arbitral, avait néanmoins fait valoir ses arguments en défense, ce qui montre qu'il était informé de la procédure.

La composition du tribunal a été estimée conforme à la convention entre les parties.

La cour a finalement observé qu'en dépit de l'absence d'une convention d'arbitrage dans le document signé par les parties, le tribunal arbitral avait conclu que la convention était confirmée par les références des parties à d'autres documents. La cour s'est donc prononcée en faveur de la validité de la convention d'arbitrage (articles 7 1) et 7 2) de la LTA).

Sur le fondement de l'article 35 1) de la LTA, la cour s'est prononcée en faveur du demandeur et a accordé l'autorisation d'exécuter la sentence.

## Index de ce numéro

### I. Décisions par pays

#### *Hong Kong*

**Décision 671: LTA 7; 8 1)** - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Downey District J.), Landale Development Limited c. Zhen Heng Development Limited (12 janvier 1990)*

**Décision 672: LTA 8 1)** - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Bokhary J.), Aboitiz Jebsen Bulk Transport Corp. c. Kit Shipping Agency Ltd. (16 mars 1990)*

**Décision 673: LTA 1 3); 7 1); 8 1)** - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Cons VP, Kempster, Clough JJA.), Trans-medica Pharma-Handelsgesellschaft MbH c. Huang Su Hua and others (22 juin 1990)*

**Décision 674: LTA 7; 35 1); 36 1) a) i); 36 1) a) iii)** - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Court (Kaplan J.), Tiong Huat Rubber Factory (SDN) BHN c. Wah Chang International (China) Co. Ltd. & ANOR (28 novembre 1990)*

**Décision 675: LTA 7 1); 34 2) a) iii); 35 1); 36 1) a) iii)** - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Cons VP, Kempster, Clough JJA.), Tiong Huat Rubber Factory (SDN) BHN c. Wah Chang International (China) Co. Ltd. & ANOR (18 janvier 1991)*

**Décision 676: LTA 1 3); 4; 8 1); 9; 16 1)** - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Jones J.), Attorney-General c. Vianini Lavori Spa (11 février 1991)*

**Décision 677: LTA 7 1); 7 2); 34 2) a) i); 34 2) a) ii); 34 2) a) iv); 35 1); 36 1) a) i); 36 1) a) ii); 36 1) a) iv)** - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Barnes J.), Guangdong New Technology Import & Export Corp., Jiangmen Branch c. Chiu Shing trading as B. C. Property & Trading Company (23 août 1991)*

### II. Décisions par texte et article

#### **Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage (LTA)**

##### **LTA 1 3)**

**Décision 673:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Cons VP, Kempster, Clough JJA.), Trans-medica Pharma-Handelsgesellschaft MbH c. Huang Su Hua and others (22 juin 1990)*

**Décision 676:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Jones J.), Attorney-General c. Vianini Lavori Spa (11 février 1991)*

##### **LTA 4**

**Décision 676:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Jones J.), Attorney-General c. Vianini Lavori Spa (11 février 1991)*



**LTA 7**

**Décision 671:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Downey District J.), Landale Development Limited c. Zhen Heng Development Limited (12 janvier 1990)*

**Décision 674:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Court (Kaplan J.), Tiong Huat Rubber Factory (SDN) BHN c. Wah Chang International (China) Co. Ltd. & ANOR (28 novembre 1990)*

**LTA 7 1)**

**Décision 673:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Cons VP, Kempster, Clough JJA.), Trans-medica Pharma-Handelsgesellschaft MbH c. Huang Su Hua and others (22 juin 1990)*

**Décision 675:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Cons VP, Kempster, Clough JJA.), Tiong Huat Rubber Factory (SDN) BHN c. Wah Chang International (China) Co. Ltd. & ANOR (18 janvier 1991)*

**Décision 677:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Barnes J.), Guangdong New Technology Import & Export Corp., Jiangmen Branch c. Chiu Shing trading as B. C. Property & Trading Company (23 août 1991)*

**LTA 7 2)**

**Décision 677:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Barnes J.), Guangdong New Technology Import & Export Corp., Jiangmen Branch c. Chiu Shing trading as B. C. Property & Trading Company (23 août 1991)*

**LTA 8 1)**

**Décision 671:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Downey District J.), Landale Development Limited c. Zhen Heng Development Limited (12 janvier 1990)*

**Décision 672:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Bokhary J.), Aboitiz Jebsen Bulk Transport Corp. c. Kit Shipping Agency Ltd. (16 mars 1990)*

**Décision 673:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Cons VP, Kempster, Clough JJA.), Trans-medica Pharma-Handelsgesellschaft MbH c. Huang Su Hua and others (22 juin 1990)*

**Décision 676:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Jones J.), Attorney-General c. Vianini Lavori Spa (11 février 1991)*

**LTA 9**

**Décision 676:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Jones J.), Attorney-General c. Vianini Lavori Spa (11 février 1991)*

**LTA 16 1)**

**Décision 676:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Jones J.), Attorney-General c. Vianini Lavori Spa (11 février 1991)*

**LTA 34 2) a) i)**

**Décision 677:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Barnes J.), Guangdong New Technology Import & Export Corp., Jiangmen Branch c. Chiu Shing trading as B. C. Property & Trading Company (23 août 1991)*

**LTA 34 2) a) ii)**

**Décision 677:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Barnes J.), Guangdong New Technology Import & Export Corp., Jiangmen Branch c. Chiu Shing trading as B. C. Property & Trading Company (23 août 1991)*

**LTA 34 2) a) iii)**

**Décision 675:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Cons VP, Kempster, Clough JJA.), Tiong Huat Rubber Factory (SDN) BHN c. Wah Chang International (China) Co. Ltd. & ANOR (18 janvier 1991)*

**LTA 34 2) a) iv)**

**Décision 677:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Barnes J.), Guangdong New Technology Import & Export Corp., Jiangmen Branch c. Chiu Shing trading as B. C. Property & Trading Company (23 août 1991)*

**LTA 35 1)**

**Décision 674:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Court (Kaplan J.), Tiong Huat Rubber Factory (SDN) BHN c. Wah Chang International (China) Co. Ltd. & ANOR (28 novembre 1990)*

**Décision 675:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Cons VP, Kempster, Clough JJA.), Tiong Huat Rubber Factory (SDN) BHN c. Wah Chang International (China) Co. Ltd. & ANOR (18 janvier 1991)*

**Décision 677:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Barnes J.), Guangdong New Technology Import & Export Corp., Jiangmen Branch c. Chiu Shing trading as B. C. Property & Trading Company (23 août 1991)*

**LTA 36 1) a) i)**

**Décision 674:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Court (Kaplan J.), Tiong Huat Rubber Factory (SDN) BHN c. Wah Chang International (China) Co. Ltd. & ANOR (28 novembre 1990)*

**Décision 677:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Barnes J.), Guangdong New Technology Import & Export Corp., Jiangmen Branch c. Chiu Shing trading as B. C. Property & Trading Company (23 août 1991)*

**LTA 36 1) a) ii)**

**Décision 677:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Barnes J.), Guangdong New Technology Import & Export Corp., Jiangmen*

*Branch c. Chiu Shing trading as B. C. Property & Trading Company*  
(23 août 1991)

**LTA 36 1) a) iii)**

**Décision 674:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Court (Kaplan J.), Tiong Huat Rubber Factory (SDN) BHN c. Wah Chang International (China) Co. Ltd. & ANOR* (28 novembre 1990)

**Décision 675:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Cons VP, Kempster, Clough JJA.), Tiong Huat Rubber Factory (SDN) BHN c. Wah Chang International (China) Co. Ltd. & ANOR* (18 janvier 1991)

**LTA 36 1) a) iv)**

**Décision 677:** *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Barnes J.), Guangdong New Technology Import & Export Corp., Jiangmen Branch c. Chiu Shing trading as B. C. Property & Trading Company* (23 août 1991)

III. *Décisions par mots clefs*

**Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage (LTA)**

tribunal arbitral

**Décision 674:** **LTA 7; 35 1); 36 1) a) i); 36 1) a) iii)** - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Court (Kaplan J.), Tiong Huat Rubber Factory (SDN) BHN c. Wah Chang International (China) Co. Ltd. & ANOR* (28 novembre 1990)

**Décision 677:** **LTA 7 1); 7 2); 34 2) a) i); 34 2) a) ii); 34 2) a) iv); 35 1); 36 1) a) i); 36 1) a) ii); 36 1) a) iv)** - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Barnes J.), Guangdong New Technology Import & Export Corp., Jiangmen Branch c. Chiu Shing trading as B. C. Property & Trading Company* (23 août 1991)

convention d'arbitrage

**Décision 671:** **LTA 7; 8 1)** - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Downey District J.), Landale Development Limited c. Zhen Heng Development Limited* (12 janvier 1990)

**Décision 672:** **LTA 8 1)** - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Bokhary J.), Aboitiz Jebsen Bulk Transport Corp. c. Kit Shipping Agency Ltd.* (16 mars 1990)

**Décision 673:** **LTA 1 3); 7 1); 8 1)** - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Cons VP, Kempster, Clough JJA.), Trans-medica Pharma-Handelsgesellschaft MbH c. Huang Su Hua and others* (22 juin 1990)

**Décision 674:** **LTA 7; 35 1); 36 1) a) i); 36 1) a) iii)** - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Court (Kaplan J.), Tiong Huat Rubber Factory (SDN) BHN c. Wah Chang International (China) Co. Ltd. & ANOR* (28 novembre 1990)

**Décision 677:** LTA 7 1); 7 2); 34 2) a) i); 34 2) a) ii); 34 2) a) iv); 35 1); 36 1) a) i); 36 1) a) ii); 36 1) a) iv) - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Barnes J.), Guangdong New Technology Import & Export Corp., Jiangmen Branch c. Chiu Shing trading as B. C. Property & Trading Company (23 août 1991)*

Clause(s) compromissoire(s)

**Décision 671:** LTA 7; 8 1) - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Downey District J.), Landale Development Limited c. Zhen Heng Development Limited (12 janvier 1990)*

**Décision 672:** LTA 8 1) - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Bokhary J.), Aboitiz Jebsen Bulk Transport Corp. c. Kit Shipping Agency Ltd. (16 mars 1990)*

**Décision 673:** LTA 1 3); 7 1); 8 1) - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Cons VP, Kempster, Clough JJA.), Trans-medica Pharma-Handelsgesellschaft MbH c. Huang Su Hua and others (22 juin 1990)*

**Décision 674:** LTA 7); 35 1); 36 1) a) i); 36 1) a) iii) - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Court (Kaplan J.) Tiong Huat Rubber Factory (SDN) BHN c. Wah Chang International (China) Co. Ltd. & ANOR (22 novembre 1990)*

**Décision 675:** LTA 7 1); 34 2) a) iii); 35 1); 36 1) a) iii) - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Cons VP, Kempster, Clough JJA.), Tiong Huat Rubber Factory (SDN) BHN c. Wah Chang International (China) Co. Ltd. & ANOR (18 janvier 1991)*

procédures d'arbitrage

**Décision 675:** LTA 7 1); 34 2) a) iii); 35 1); 36 1) a) iii) - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Cons VP, Kempster, Clough JJA.), Tiong Huat Rubber Factory (SDN) BHN c. Wah Chang International (China) Co. Ltd. & ANOR (18 janvier 1991)*

**Décision 677:** LTA 7 1); 7 2); 34 2) a) i); 34 2) a) ii); 34 2) a) iv); 35 1); 36 1) a) i); 36 1) a) ii); 36 1) a) iv) - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Barnes J.), Guangdong New Technology Import & Export Corp., Jiangmen Branch c. Chiu Shing trading as B. C. Property & Trading Company (23 août 1991)*

arbitre(s)

**Décision 672:** LTA 8 1) - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Bokhary J.), Aboitiz Jebsen Bulk Transport Corp. c. Kit Shipping Agency Ltd. (16 mars 1990)*

**Décision 675:** LTA 7 1); 34 2) a) iii); 35 1); 36 1) a) iii) - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Cons VP, Kempster, Clough JJA.), Tiong Huat Rubber Factory (SDN) BHN c. Wah Chang International (China) Co. Ltd. & ANOR (18 janvier 1991)*

**Décision 676:** LTA 1 3); 4; 8 1); 9; 16 1) - *Hong Kong: Supreme Court of*

*Hong Kong, High Tribunal (Jones J.), Attorney-General c. Vianini Lavori Spa (11 février 1991)*

sentence(s)

**Décision 674: LTA 7); 35 1); 36 1) a) i); 36 1) a) iii)** - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Court (Kaplan J.) Tiong Huat Rubber Factory (SDN) BHN c. Wah Chang International (China) Co. Ltd. & ANOR (22 novembre 1990)*

**Décision 675: LTA 7 1); 34 2) a) iii); 35 1); 36 1) a) iii)** - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Cons VP, Kempster, Clough JJA.), Tiong Huat Rubber Factory (SDN) BHN c. Wah Chang International (China) Co. Ltd. & ANOR (18 janvier 1991)*

**Décision 677: LTA 7 1); 7 2); 34 2) a) i); 34 2) a) ii); 34 2) a) iv); 35 1); 36 1) a) i); 36 1) a) ii); 36 1) a) iv)** - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Barnes J.), Guangdong New Technology Import & Export Corp., Jiangmen Branch c. Chiu Shing trading as B. C. Property & Trading Company (23 août 1991)*

sentence – reconnaissance et exécution

**Décision 677: LTA 7 1); 7 2); 34 2) a) i); 34 2) a) ii); 34 2) a) iv); 35 1); 36 1) a) i); 36 1) a) ii); 36 1) a) iv)** - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Barnes J.), Guangdong New Technology Import & Export Corp., Jiangmen Branch c. Chiu Shing trading as B. C. Property & Trading Company (23 août 1991)*

tribunal(aux)

**Décision 671: LTA 7; 8 1)** - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Downey District J.), Landale Development Limited c. Zhen Heng Development Limited (12 janvier 1990)*

**Décision 672: LTA 8 1)** - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Bokhary J.), Aboitiz Jebsen Bulk Transport Corp. c. Kit Shipping Agency Ltd. (16 mars 1990)*

**Décision 673: LTA 1 3); 7 1); 8 1)** - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Cons VP, Kempster, Clough JJA.), Trans-medica Pharma-Handelsgesellschaft MbH c. Huang Su Hua and others (22 juin 1990)*

**Décision 674: LTA 7); 35 1); 36 1) a) i); 36 1) a) iii)** - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Court (Kaplan J.) Tiong Huat Rubber Factory (SDN) BHN c. Wah Chang International (China) Co. Ltd. & ANOR (22 novembre 1990)*

**Décision 675: LTA 7 1); 34 2) a) iii); 35 1); 36 1) a) iii)** - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Cons VP, Kempster, Clough JJA.), Tiong Huat Rubber Factory (SDN) BHN c. Wah Chang International (China) Co. Ltd. & ANOR (18 janvier 1991)*

**Décision 676: LTA 1 3); 4; 8 1); 9; 16 1)** - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Jones J.), Attorney-General c. Vianini Lavori Spa (11 février 1991)*

**Décision 677:** LTA 7 1); 7 2); 34 2) a) i); 34 2) a) ii); 34 2) a) iv); 35 1); 36 1) a) i); 36 1) a) ii); 36 1) a) iv) - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Barnes J.), Guangdong New Technology Import & Export Corp., Jiangmen Branch c. Chiu Shing trading as B. C. Property & Trading Company (23 août 1991)*

compétence

**Décision 675:** LTA 7 1); 34 2) a) iii); 35 1); 36 1) a) iii) - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Cons VP, Kempster, Clough JJA.), Tiong Huat Rubber Factory (SDN) BHN c. Wah Chang International (China) Co. Ltd. & ANOR (18 janvier 1991)*

**Décision 676:** LTA 1 3); 4; 8 1); 9; 16 1) - *Hong Kong: Supreme Court of Hong Kong, High Tribunal (Jones J.), Attorney-General c. Vianini Lavori Spa (11 février 1991)*

---